Province de Québec

Commission scolaire Western Québec

Procès-verbal de la **séance extraordinaire du conseil des commissaires** tenue sur TEAMS, le 13 août 2025, à 18 h 30.

PRÉSENCES : La présidente Labadie, les commissaires Cornforth, Giannakoulis, Goldsbrough, Garner, Moore, Killeen, les commissaires-parents Fortier, Bouchard, Rhéault et James.

ABSENCES Commissaires Brushey, Green, McCrank, Bélanger

MOTIVÉES :

PERSONNEL : Directrice des services complémentaires L. Falasconi, directeur des ressources humaines A. Paquin, directeur des ressources matérielles et des technologies de l'information S. El Ouezzani, responsable de l'application des règles contractuelles A. Gendron et responsable de la gestion administrative R. Vincent.

Le directeur général, M. G. Singfield, le secrétaire général, M. E. Keon, et le directeur général adjoint / directeur des ressources humaines, M. P. Proulx, sont également présents.

- Reconnaissance territoriale : Commissaire-parent Fortier

Ouverture de la séance : 18 h 30

C-25/26-1 Adoption de l'ordre du jour

LE COMMISSAIRE CORNFORTH PROPOSE QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté. La proposition est appuyée par le commissaire Garner.

Adoptée à l'unanimité

C-25/26-2 Validité des règles budgétaires

ATTENDU QUE, en plus des diverses compressions budgétaires prévues pour 2024-2025, le gouvernement a annoncé, le 12 juin 2025, d'autres coupes qui obligeront la Commission scolaire Western Québec à réduire ses dépenses de plus de 3 666 040 \$ en 2025-2026 (Mesure 16032), l'exposeraient potentiellement à une pénalité d'environ 3 544 723 \$ si elle ne parvient pas à ramener ses effectifs en dessous du nouvel objectif fixé par le ministre (Mesure 16034) et empêcheraient la commission scolaire d'avoir accès à 1 929 810 \$ de son surplus accumulé, ce qui aurait des répercussions importantes sur les services directs fournis aux élèves;

ATTENDU QUE le 16 juillet 2025, la commission scolaire a reçu les règles budgétaires définitives approuvées par le Conseil du trésor, qui maintiennent les compressions budgétaires susmentionnées, mais introduisent une nouvelle mesure qui mettrait un montant d'environ 3 335 829 \$ à la disposition de la CSWQ pour compenser partiellement les compressions (Mesure 16036), mais uniquement si la commission scolaire se conforme à des conditions restrictives qui limitent sa gestion et son contrôle, notamment :

- (a) se conformer à un nouvel objectif de dotation fixé par le ministère;
- (b) maintenir ses dépenses pour certaines priorités gouvernementales, en particulier dans le cadre d'enveloppes budgétaires appelées « mesures dédiées et protégées » qui ne peuvent être utilisées qu'à des fins très précises pouvant ne pas correspondre aux priorités de la communauté;
- (c) participer à des projets de mutualisation régionaux et nationaux.

ATTENDU QUE les mesures dédiées et protégées ont déjà été déclarées inconstitutionnelles par la Cour d'appel du Québec dans sa décision d'avril 2025 dans l'affaire du projet de loi 40 (Association des commissions scolaires anglophones du Québec c. Procureur général du Québec, 2023 QCCS 2965, par. 294-295, 299, 439, confirmé en 2025 QCCA 282 aux paragraphes 195-208, 277);

ATTENDU QUE les conditions rattachées aux nouvelles mesures restreignent la gestion et le contrôle garantis par l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et empêcheraient la commission scolaire de gérer sa dotation en personnel et d'allouer ses fonds de manière à combler les besoins de ses élèves et de sa communauté;

ATTENDU QUE le conseil des commissaires s'est engagé à protéger les services et les initiatives qui répondent aux besoins particuliers de ses élèves et de sa communauté;

ATTENDU QUE le ministère a exigé que tous les organismes scolaires soumettent leur budget pour 2025-2026 au plus tard le 26 septembre 2025;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Commission scolaire Western Québec demande à Power Law de prendre les mesures nécessaires pour que la CSWQ se joigne à la requête de l'ACSAQ visant à contester la validité des règles budgétaires et à demander un sursis à leur application.

Pour : 12

Abstention : 1

Contre : 0

Motion adoptée

La présidente lève la séance à 19 h 16.